

# Le Burundi demeure dans le labyrinthe

AFRIQUE CENTRALE Cinq questions pour dresser l'état des lieux dans un pays toujours sous haute tension

**A** lors que le nombre de morts dépasse déjà les 400, où en est le processus de paix engagé sous la médiation du président ougandais Museveni ?

L'Union africaine l'ayant désigné comme médiateur, le président ougandais, le 28 décembre dernier, avait convoqué à Kampala des représentants du gouvernement et des interlocuteurs issus de la classe politique et de la société civile. Ce premier round a rapidement échoué, le gouvernement burundais ayant refusé une amnistie pour les membres de l'Alliance d'opposition, le CNARED (Conseil national pour le respect de l'accord d'Arusha et la restauration de l'Etat de droit au Burundi) sous prétexte qu'ils auraient été impliqués dans la tentative de coup d'Etat de mai dernier.

Une deuxième rencontre, prévue cette semaine à Arusha, en Tanzanie, a également échoué, le gouvernement burundais refusant toute ingérence dans ses affaires intérieures. Principal point d'achoppement : l'Union africaine considère que le CNARED représente une fédération de mouvements d'opposition, avec en son sein deux anciens présidents, tandis que le gouvernement le qualifie d'« *organisation terroriste* » et l'accuse d'être à l'origine des attaques contre les forces de sécurité.

**1 Quelles sont les exigences de l'opposition ?** La barre est haute : l'ancien ministre Jean Minani, au nom de l'opposition, a déclaré que son équipe réclamerait la démission du président Nkurunziza, considérant que le troisième mandat qu'il

exerce n'est pas conforme à la Constitution. Dans les coulisses, chacun sait cependant qu'il faudra composer et qu'un départ éventuel n'est pas envisageable dans l'immédiat.

**2 Que peut faire l'Union africaine ?** Des sanctions sont envisagées, mais de manière encore très théorique. Plus concrètement, l'organisation a prévu de déployer au Burundi 5.000 agents de maintien de la paix pour protéger les civils. Les chances de voir se déployer cette force africaine sont quasiment nulles : les autorités de Bujumbura l'ont déjà récusée, la qualifiant de « *force d'invasion* » et se déclarent prêtes à la bloquer militairement. Deux pays importants, le Rwanda et la Tanzanie, ont refusé de s'impliquer, le Conseil de sécurité n'ayant pas donné

son aval et le financement est problématique. A ce stade, l'évocation de cette force apparaît plutôt comme une manœuvre politique destinée à forcer le dialogue.

**3 Quels sont les autres moyens de pression ?** Ils sont essentiellement économiques, le budget du Burundi reposant à 60 % sur l'aide internationale. Si la Belgique est à ce point considérée comme « *inamicale* », c'est parce que Bujumbura soupçonne Bruxelles, en sous-main, d'agiter les autres bailleurs pour qu'ils suspendent leur aide à l'un des pays les plus pauvres du monde.

**4 Le Burundi est-il totalement isolé ?** Moins qu'on ne l'imagine : le Rwanda

(qui envisage lui aussi un troisième mandat pour Kagame) fait preuve – officiellement du moins – d'une grande prudence. La Tanzanie n'est pas hostile, la RDC non plus, car le président Nkurunziza s'est toujours montré un voisin loyal. Au Conseil de sécurité, la Chine et la Russie bloquent toute position radicale.

Dans le pays, ayant été épurées de tous les « *tièdes* », des opposants et des putschistes de mai, les forces de sécurité et la haute hiérarchie militaire, composées des durs du régime, soutiennent toujours le chef de l'Etat. Le président Nkurunziza garde aussi une certaine aura au sein des populations rurales.

**5 L'armée est-elle homogène ?** Résultat de la fusion entre une armée « *tutsie* » et les ex-forces rebelles (hutues), l'armée a été divisée lors du putsch manqué de mai dernier et elle est aujourd'hui minée par un mouvement dissident, les Forces républicaines du Burundi, un groupe rebelle apparu le 23 décembre dernier. Dirigé par un ancien colonel, Edouard Nshimirimana, il affirme compter dans ses rangs de nombreux déserteurs. Il faut noter que les ex-combattants du M23 (mouvement rebelle congolais composé de Tutsis) ont nié toute relation avec des rebelles burundais, mais les services de renseignement congolais ont intercepté 36 d'entre eux, dotés de faux documents...

Ce ne serait pas la première fois que dans la région, des « *soldats sans frontières* » représentent une nouvelle donne... ■

COLETTE BRAECKMAN